

Les commémorations pour 1944 se profilent (Cf. [Dossier en ligne du ministère de la défense](#)) alors que les colloques se succèdent en cette fin d'année scolaire. Ainsi l'Ecole de guerre organise ce 6 juin à l'Ecole militaire avec HEC et l'ENA son colloque annuel sur le thème « Osez le risque » .

Etant pratiquant de cet état d'esprit, je ne peux qu'encourager cette réflexion dans une société où le principe de précaution devenu constitutionnel, la recherche du risque « zéro » inhibent l'initiative et la volonté d'agir. Reconnaissons aussi que la société, ou plutôt son législateur du moment, se veut « formatrice » des esprits et peu à peu contrôle les libertés, formatant la pensée, malgré un discours contraire qui incite aussi à ne pas prendre de risques et à laisser cette prise de risques à d'autres.

Le colloque apportera-t-il des éléments de réponse ? Sans doute si les trois Ecoles réfléchissent bien ensemble. Il y a un juste milieu à identifier entre la responsabilité, sinon l'engagement d'une part, l'asservissement et la passivité d'autre part.

Quelques brèves

La mise à la porte aux Etats-Unis du secrétaire d'Etat aux anciens combattants (Cf. [Stars and Stripes](#)) et le scandale des hôpitaux militaires américains représentent une interrogation intéressante sur le suivi administratif et sanitaire du soldat. Louis XIV et Louvois s'en préoccupaient déjà avec la construction des Invalides en 1674 et l'organisation du service de santé en 1708. Aujourd'hui, ces dysfonctionnements paraissent incroyables.

Pourtant, sous l'administration Bush, le scandale avait déjà éclaboussé Donald Rumsfeld, secrétaire d'état à la défense en 2006, en raison de son grand désintérêt de la prise en charge administrative des soldats engagés en OPEX ou du suivi sanitaire des blessés en Irak et en Afghanistan.

Le problème se poserait-il en France ? Si je lis l'analyse succincte du dernier rapport du Haut Comité d'évaluation de la Condition Militaire diffusé en mai (Cf. [Opex360](#) et Cf. [Rapport du HCECM](#)) sur l'affaiblissement du soutien administratif aux militaires, constat pour nous au quotidien, notre attention devrait être mise en éveil, d'autant que Louvois est toujours dans nos esprits...

Des commémorations du 6 juin à venir

L'histoire est bien sûr au rendez-vous avec la commémoration annoncée du 6 juin 1944, une vraie prise de risques, avec peut-être ce clin d'œil historique. Le 6 juin 1940, le général De Gaulle, un militaire (une autre prise de risque ?), était nommé sous-secrétaire d'état certes pour dix jours mais les circonstances expliquaient cela.

Cette anecdote est rappelée dans « *Les héros anonymes de l'été 1944* », ouvrage préfacé par le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, et publié en mai 2014 par Jean-Pierre Ferey, journaliste aguerrri et bon connaisseur de la défense. Il a voulu être le porte-parole de ces héros anonymes qui ont participé à la libération de la France, presque tous disparus aujourd'hui mais qu'il a rencontrés dans sa carrière.

Ecrit simplement et clairement, ce recueil rappelle que l'engagement pour la France peut être le fait de tout individu acceptant tous les risques, qu'il n'est pas toujours reconnu et qu'il repose aussi parfois sur les circonstances et la chance déjà d'avoir survécu ... (Cf. aussi [La Voie de l'Épée](#))

L'intervention dans une approche stratégique

Celle-ci reste un impératif y compris en démocratie. Je me référerai volontiers au président Obama qui s'est exprimé le 28 mai (Cf. [Le Monde du 29 mai 2014](#)) devant les cadets de West Point, le saint-Cyr américain, sur l'interventionnisme mesuré des Etats-Unis dans la gestion des crises internationales.

A quand d'ailleurs une intervention du président de la République devant les saint-Cyriens, par exemple au Triomphe de saint-Cyr fin juillet, et pourquoi pas plus tard devant tous les élèves-officiers des armées pour expliquer sa conception des interventions militaires, la place des armées dans ce contexte, la perception qu'il a de l'état des armées dans le maelström permanent des réformes et de leur rôle demain au sein des institutions, pour répondre à leurs questions aussi ?

Comme l'a rappelé B. Obama. « Depuis la seconde guerre mondiale, certaines de nos erreurs les plus coûteuses sont venues non pas de notre retenue mais de notre précipitation à nous lancer dans des aventures militaires, sans penser aux conséquences. » L'action militaire « ne peut pas être la seule, ou même la principale, composante de notre leadership ». Le président a donc défini les conditions d'une intervention, toujours même unilatéralement quand l'intérêt national est menacé, avec le souci cependant d'une certaine proportionnalité. En revanche, l'engagement multilatéral serait recherché lorsque les intérêts nationaux ne sont pas en jeu.

Le mode d'action de l'assistance aux forces locales (Cf. Mes billets du [11 août 2013](#) et du [22 janvier 2012](#)) est privilégié, notamment pour combattre les terroristes (mais il n'y a pas qu'eux) avec la création d'un « *fonds de partenariats antiterroristes* » (*Counter-Terrorism Partnerships Fund*) de 3,7 milliards d'euros avec une gamme de missions allant de l'entraînement des forces de sécurité au Yémen à l'équipement d'une force multinationale de maintien de la paix en Somalie, ou encore « *la facilitation des opérations françaises au Mali* »...

Les enjeux de la recherche stratégique française

La DAS organisait pour sa part le 21 mai dernier un colloque sur « Les enjeux de la recherche stratégique française » qui posent la question de l'influence de la France. Il a été souligné qu'il n'y avait pas de domaine universitaire dédié à ce qui est appelé « *war* » ou « *strategic studies* » ou de Relations internationales. La défense intéresse les jeunes dans les masters mais offre peu de débouchés. Le problème de la connaissance acquise sur le terrain au profit de la recherche a été évoqué.

D'où sans doute les difficultés de compréhension entre civils et militaires. De fait, cette connaissance du terrain ne peut qu'être laissée aux militaires ou anciens militaires si la recherche doit avancer. Ce n'est pas non plus la tendance. Je proposerai donc volontiers aux jeunes chercheurs civils de devenir des officiers sous contrat sous une forme aménagée. Etre

passionné par la défense, c'est bien. La vivre, c'est mieux.

Au ministère des affaires étrangères, le Centre d'analyse, de prospective et de stratégie (CAPS) ne dispose que d'une quinzaine de personnes, travaille à partir de consultances. Il transforme le savoir en capacité opérationnelle. Faut-il que ce système soit le même pour la défense comme cela a tendance à l'être ?

Au contact de la recherche militaire depuis de nombreuses années, je n'en suis pas convaincu. De fait, le résultat global de la capacité de recherche stratégique en France semble bien limité, sur des sujets plus géopolitiques que militaires, avec un nombre de chercheurs qui apparaît bien restreint, dans des organismes modestes. L'influence de la France ne peut qu'être réduite dans ce contexte.

Le débat sur ce qu'est un think tank se pose donc. Dominique Moisi (IFRI) l'a défini comme une organisation permanente, disposant d'un socle de chercheurs permanents, avec des produits spécifiques, pour des destinataires identifiés (décideurs politiques, entreprises, mondes universitaires, médias), avec une approche indépendante et un agenda propre. Mais peut-on s'affranchir d'une réelle capacité autonome et forte au ministère de la défense ?

Jean Joana, universitaire, voit quant à lui plusieurs évolutions de la réflexion stratégique : la doctrine et son étude (il y a effectivement à dire !), les opérations en coalition, la privatisation de la sécurité, l'innovation militaire et l'influence sur les organisations, la redéfinition de l'objet « défense » avec l'absence de recherche sur les ressources humaines, l'implantation des unités, le processus de réforme en terme de politique de défense, bien sûr toujours l'étude de la guerre, l'apport donc de la science politique à ces réflexions. Que des pistes bien séduisantes !

De l'utopie confirmée de l'Europe de la défense ?

En effet, comment ne pas parler d'Europe après ces élections européennes très significatives et de son éventuel avenir. Certes, dès le 27 mai, l'Union européenne a convenu d'ouvrir quatre chantiers dont celui de la diplomatie et de la défense communes. Je pourrai évoquer aussi ce sondage de l'IFOP pour Atlantico du 30 mai sur la défense (Cf. [Atlantico](#)). 88% des Français estiment que les Etats européens doivent mettre plus leurs moyens en commun mais 78% que la France doit conserver une défense indépendante (paradoxe ?)... surtout des Etats-Unis.

Il n'en reste pas moins intéressant d'entendre les premières déclarations politiques françaises le 25 mai soir sur le besoin d'une armée fédérale ou d'un plus grand engagement européen dans ce domaine malgré les échecs répétés à travers de nombreuses opérations récentes. A se demander si ceux qui évoquent ces pistes sont allés sur le terrain.

Sur ce thème de l'Europe et face à la magistrale démonstration du nouvel art russe de la guerre, l'IRSEM organisait opportunément le 19 mai 2014 un colloque sur le thème « *Défense et sécurité : entre conseil européen et sommet de l'OTAN* ».

Le sénateur Gautier, parlementaire aussi à l'OTAN, évoquait son inquiétude devant le budget de la défense. Il soulignait que l'Europe de la défense était dans une impasse conceptuelle

pour quatre raisons :

- L'Europe de la défense n'est pas la défense de l'Europe qui est réservée à l'OTAN ;
- Ce n'est plus la PSDC qui a une approche plus civile que militaire ;
- La défense de l'Europe devrait être faite par les Européens pour l'Europe ;
- Ce n'est cependant pas une volonté partagée par les Européens qui veulent en outre protéger leur industrie nationale d'armement.

D'autres intervenants ont souligné que la plus grande implication française dans l'OTAN a en revanche amené un renouveau de la réflexion stratégique. L'OTAN qui ne dispose pas de forces en propre et fait appel au même réservoir de forces de l'Union européenne, est trop sollicitée pour accomplir trop de missions, souvent celles d'ailleurs qu'on ne demanderait pas directement à ses alliés.

L'OTAN peut-elle continuer ainsi ? Les Etats-Unis réduiront leur présence et donc il faut des Européens plus puissants, ce qui signifie rétablir la dépense de défense à un niveau crédible sans oublier l'équilibre du fardeau de la défense entre Européens et Etats-Unis. Enfin, l'avenir de l'OTAN tient finalement à définir la menace : à l'Est ? Au Sud ? Il faudra bien se mettre d'accord.

Du débat brusquement disparu sur le budget de la défense et la LPM

Outre les 14,6 milliards d'euros (équivalent de presque 50% du budget de la défense) qui manquent par rapport aux prévisions initiales selon la Cour des comptes, celle-ci a lancé un avertissement sur la mission défense : « *La stabilisation en valeur des dépenses telle que prévue par la loi de programmation militaire 2014-2019 représente une cible difficile à atteindre* ». Cela pourrait signifier aussi que des réformes brutales se succédant sans avoir eu le temps de s'appliquer pleinement seraient peut-être plus coûteuses que sources d'économie.

Me référant de nouveau au sondage IFOP publié sur Atlantico, 53% des Français sont opposés à la baisse du budget de la Défense dans les prochaines années malgré les difficultés budgétaires. Avis certes en baisse par rapport en juillet 2013 (67% « pour »). Le Français garde son bon sens et ce ne sont pas les commémorations à venir sur les conflits passés qui vont le faire changer d'avis : « *Si vis pacem, para bellum* » (« *Qui veut la paix prépare la guerre* », devise attribuée à Végèce et portée par l'Ecole Supérieure de Guerre).

Rome le savait déjà il y a quinze cents ans ! Encore l'Histoire car les hommes ne sont pas plus intelligents qu'hier, sans doute moins cultivés, peut-être plus instruits mais sans doute beaucoup plus arrogants sur la maîtrise des problèmes de leur époque.

68% des sondés reconnaissent que les efforts demandés aux armées ont été importants (ou très importants). C'est déjà cela mais les réactions du ministre de la défense, des parlementaires de tous les partis, les journalistes aussi montrent que l'inquiétude générale face aux tensions mondiales exige une sécurité fiable. Le bon sens est au moins partagé dans ce domaine. La sécurité concerne tout le monde.

Pour 78% enfin, « *le niveau des commandes de matériel militaire doit être maintenu* » pour

préserver les entreprises et les emplois dans l'industrie d'armement. Le ministère de la défense a déjà répondu en commandant deux avions ravitailleurs Airbus MRTT et en lançant cet été le programme Scorpion d'équipement de l'armée de terre, comme prévu par la loi de programmation militaire (2014-2019).

Ce lancement pourra rassurer l'armée de terre bien que les premières rumeurs sur les dissolutions de régiments transpirent. Des armes sans beaucoup d'hommes pour les servir, est-ce bien utile ? Et comme ils sont déjà usés ... (Cf. [Atlantico du 30 mai 2014](#))